

Neue ZPO: ausgewählte Fragen Nouveau CPC: questions choisies Nuovo CPC: questioni scelte

FRANÇOIS BOHNET*

La forme des actes en procédure civile suisse

Brève synthèse

Avec l'entrée en vigueur du Code de procédure civile suisse le 1^{er} janvier 2011, les avocats ont pu dire adieu aux modèles hérités de leur maître de stage, transmis de génération en génération. Les actes de procédure sont désormais régis par le droit fédéral. C'est lui qui dicte quelles mentions doivent ou peuvent figurer dans les écritures. Le Code ne rompt cependant pas avec les anciennes pratiques, puisqu'il pose des exigences empruntées à diverses lois cantonales, en laissant une importante marge de manœuvre aux justiciables et aux praticiens dans la présentation de leurs actes. La nouvelle réglementation est plutôt sommaire sur ce point, se limitant à quelques phrases pour décrire la manière de rédiger les diverses écritures.

Le schéma annexé propose une synthèse des différentes exigences formelles. Certaines sont générales et s'appliquent à l'ensemble des actes. D'autres concernent spécifiquement une procédure. S'il est sans doute inutile de commenter cette présentation sommaire, relevons un ou deux points qui feront probablement débat.

I. La présentation des allégués en procédure ordinaire

L'art. 221 al. 1 let. d et e CPC indique que la demande contient les allégués de fait des parties, avec l'indication, pour chaque allégation, des moyens de preuves proposés. Certains auteurs et praticiens – en particulier dans le canton de Vaud, pour des raisons historiques – considèrent qu'il faut en déduire que chaque fait doit être présenté séparément, avec à sa suite la preuve proposée.

A notre sens, un allégué peut comprendre plusieurs faits et, s'il est numéroté, quelques paragraphes, avec indication des preuves se rapportant aux dits faits. Seule une présentation désordonnée ou excessivement compacte devrait justifier un renvoi à son auteur pour rectification au sens de l'art. 132 CPC. La question essentielle est selon nous la *praticabilité* de l'acte: l'adversaire peut-il prendre position sur la demande au vu de sa présentation formelle et le juge peut-il instruire la cause sur cette base? Dans l'affirmative, l'acte remplit l'exigence de l'art. 221 al. 1 let. d. CPC. En aucun cas les allégués ne doivent être rédigés de manière à permettre aux

* D^r en droit, LL.M., avocat, Professeur à l'Université de Neuchâtel. Editeur scientifique de cette revue.

témoins de s'exprimer à leur égard par un oui ou un non. Rien dans les règles sur le témoignage ne permet de pencher pour une telle interprétation: selon l'art. 172 CPC, le tribunal demande simplement au témoin «d'exposer les faits de la cause qu'il a constatés».

II. La différence entre «demande» et «requête»

Le Code prévoit que l'acte par lequel une partie demande un prononcé en sa faveur peut prendre la forme d'une demande (Klage) ou d'une requête (Gesuch). La terminologie n'est pas scientifique. En bonne doctrine, la demande est l'acte par lequel le juge est saisi des prétentions d'une partie, la requête ne représentant que l'une des formes (à côté de l'assignation, du mémoire ou de l'exploit par exemple) que celle-là peut prendre. Le CPC semble être parti de l'idée qu'une requête peut être rédigée simplement, plus simplement en tout cas qu'une demande en procédure ordinaire. On parle de *demande* en procédure ordinaire et simplifiée; de *requête* pour la conciliation, la procédure sommaire ou encore le divorce à l'amiable (comp. art. 62 al. 1).

III. La forme de la requête en procédure sommaire

Selon nous, il est exclu d'appliquer par analogie l'art. 221 CPC (procédure ordinaire) à la forme de la requête en procédure sommaire. Certes, l'art. 252 CPC ne donne aucun détail sur la forme de la requête dans cette procédure qui se veut simple et rapide. Mais le fait que le code utilise cette expression exclut à lui seul de retenir les règles de la procédure ordinaire (art. 219 CPC) sur ce point. Le modèle mis à disposition sur le site de l'OFJ pour le cas clair – soumis à la procédure sommaire selon l'art. 248 let. b CPC – part manifestement de ce principe. Ainsi un texte rédigé simplement, mentionnant l'identité des parties – le cas échéant celle des représentants – et leurs adresses, comprenant une description de l'objet du litige, des conclusions et une signature ainsi que les annexes (procuration, pièces) est suffisant.

	Procédure de conciliation	Procédure ordinaire	Procédure simplifiée	Procédure sommaire	Procédure de divorce sur requête commune	Procédure de divorce sur demande unilatérale
Dispositions légales générales		129 à 141			129 à 141; 274 à 284	
Dispositions légales spéciales	197 à 212	219 à 242	243 à 247	248 à 270	285 à 289	290 à 293
Forme de l'acte en général	Les actes sont adressés au tribunal sous forme de documents papier ou électroniques (exigences particulières dans ce cas, 130 II et III). Ils doivent être signés dans les deux cas (130 I). Forme orale possible dans certains cas (202 I; 244 I; 252 II).					
Nombre d'exemplaires	Un exemplaire des actes et des pièces qui existent sur support papier est déposé pour le tribunal et un exemplaire pour chaque partie adverse (131).					
Langue de la procédure	La procédure est conduite dans la langue officielle du canton dans lequel l'affaire est jugée. Les cantons qui reconnaissent plusieurs langues officielles règlent leur utilisation dans la procédure (129).					
Vices de forme, actes illisibles, inconvenants, incompris, ou prolixes	Il y a irrégularité formelle lorsque l'acte ne remplit pas sa double fonction d'identification (de qui provient l'acte, à qui il s'adresse, sur quoi il se fonde et en quoi il consiste) et de praticabilité (remplit-il sa fonction; peut-on y répondre?). Le tribunal fixe un délai pour la rectification (132 I et II). A défaut, acte irrecevable.					
Actes abusifs ou introduits de manière procédurière	Ils sont renvoyés à l'expéditeur (132 III). L'acte n'est donc pas pris en considération.					
Instance réputée introduite	Par le dépôt de l'acte au greffe, par sa remise à une poste suisse, par sa remise à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (143 I); disposition particulière en matière électronique: confirmation par le système informatique correspondant à l'adresse électronique officielle du tribunal de la réception le dernier jour du délai au plus tard (143 II).					
Forme orale (acte dicté au procès-verbal) possible ?	oui (202 I)	non	oui (244 I)	oui, dans les cas simples ou urgents (252 II)	non	non
Acte introductif d'instance (cas ordinaires, 62 I)	La requête en conciliation est introductive (197 et 202)	Requête en conciliation (197 et 202)	Requête en conciliation (197 et 202)	Requête en justice (198 a et 252 I)	Requête commune en divorce (274 et 285)	Demande unilatérale en divorce (274 et 290)
Acte introductif d'instance (exceptions, 198)	-	La demande est introductive d'instance (220)	La demande est introductive d'instance (244 I)	Pas de procédure de conciliation (198 a)	Pas de procédure de conciliation (198 c)	Pas de procédure de conciliation (198 c)

Contenu de l'acte	Procédure de conciliation	Procédure ordinaire	Procédure simplifiée	Procédure sommaire	Procédure de divorce sur requête commune	Procédure de divorce sur demande unilatérale
	<p>202 II <i>La forme est simple, une lettre avec les mentions ci-après est suffisante.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> désignation des parties (« de la partie adverse » selon le texte légal imprécis) et, le cas échéant, celle de leur représentant (204 I–IV; 221 I, par renvoi de 219) conclusions description de l'objet du litige 	<p>221 I <i>Le demandeur peut se contenter d'alléguer tous les faits sur lesquels il se fonde, une argumentation juridique n'est pas imposée. Les allégués de faits doivent être correctement articulés et les preuves doivent figurer sous chaque allégué.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> désignation des parties et, le cas échéant, celle de leur représentant conclusions indication de la valeur litigieuse allégations de faits indication, pour chaque allégué, des moyens de preuve proposés date et signature facultativement, motivation juridique (221 III) 	<p>244 I <i>L'acte peut être rédigé de manière simple. Il n'est pas nécessairement présenté par allégués avec mention des preuves. Il peut se limiter à une description de l'objet du litige, une argumentation juridique n'est pas imposée.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> désignation des parties et, le cas échéant, celle de leur représentant (221 I, par renvoi de 219) conclusions description de l'objet du litige si nécessaire, indication de la valeur litigieuse date et signature facultativement, motivation juridique (244 II) 	<p>252 <i>La forme est simple. Une lettre qui présente sommairement l'objet du litige et les conclusions du requérant est suffisante (controverse : certains auteurs appliquent 221 en vertu du renvoi de 219; or à notre sens, une requête n'est pas une demande).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> facultativement, motivation juridique (221 III, par renvoi de 219) 	<p>285 (accord complet)</p> <ul style="list-style-type: none"> noms et adresses des époux et, le cas échéant, désignation de leur représentant demande commune de divorce convention complète sur les effets du divorce (doit contenir les éléments mentionnés à 282) conclusions communes relatives aux enfants date et signatures facultativement, motivation juridique (221 III, par renvoi de 219) <p>286 I et II (accord partiel)</p> <ul style="list-style-type: none"> si accord partiel, en plus de ce qui précède, demande de régler les effets du divorce sur lesquels subsiste un désaccord (chaque époux peut déposer des conclusions motivées) 	<p>290</p> <ul style="list-style-type: none"> noms et adresses des époux et, le cas échéant, désignation de leur représentant conclusion consistant à demander la dissolution du mariage et l'énoncé du motif de divorce (114 ou 115 CC) conclusions relatives aux effets patrimoniaux du divorce conclusions relatives aux enfants date et signature facultativement, motivation écrite (faits sur lesquels le demandeur se fonde, 290 ab initio) facultativement, motivation juridique (221 III, par renvoi de 219)

Procédure de conciliation	Procédure ordinaire	Procédure simplifiée	Procédure sommaire	Procédure de divorce sur requête commune	Procédure de divorce sur demande unilatérale
<p>Doit être joint à l'acte</p> <p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, procuration du représentant <p>203 II</p> <ul style="list-style-type: none"> l'autorité prend en compte les documents présentés par les parties 	<p>221 II</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, procuration du représentant le cas échéant, autorisation de procéder ou déclaration de renonciation à la procédure de conciliation titres disponibles invoqués comme moyens de preuve bordereau des preuves invoquées 	<p>244 III</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, procuration du représentant le cas échéant, autorisation de procéder ou déclaration de renonciation à la procédure de conciliation le cas échéant, titres disponibles présentés comme moyens de preuve 	<p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, procuration du représentant <p>254 I, par renvoi de 219</p> <ul style="list-style-type: none"> titres disponibles invoqués comme moyens de preuve 	<p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, procuration du représentant <p>285 et 286</p> <ul style="list-style-type: none"> pièces nécessaires <p>221 II, par renvoi de 219</p> <ul style="list-style-type: none"> bordereau des preuves invoquées 	<p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, procuration du représentant <p>290</p> <ul style="list-style-type: none"> pièces nécessaires <p>221 II, par renvoi de 219</p> <ul style="list-style-type: none"> bordereau des preuves invoquées

FRANÇOIS BOHNET

Gestaltung der Eingaben im Schweizer Zivilprozess

Übersicht*

Mit Inkrafttreten der eidgenössischen Zivilprozessordnung am 1. Januar 2011 mussten die Anwälte unter anderem die Vorlagen für ihre Verfahrensschriften im Zivilprozess aufgeben, die sie zuvor über Generationen weiter vererbt hatten. Die Gestaltung der Verfahrensschriften ist fortan dem Bundesrecht zugeordnet, weshalb denn auch dieses den Inhalt der Verfahrensschriften in Zukunft bestimmt. Allerdings bricht die neue Prozessordnung nicht ganz mit alten Gewohnheiten, lehnen sich doch deren Bestimmungen an verschiedene kantonale Regelungen an und belassen jene den Rechtsuchenden und Praktikern einen beachtlichen Spielraum, wenn es um die konkrete Ausgestaltung ihrer Eingaben geht. Die neuen Regeln sind in dieser Hinsicht eher grundsätzlicher Natur und beschränken sich auf ein paar wenige Hinweise, um die Gestaltung der Verfahrensschriften festzulegen.

Die nachfolgende Tabelle beinhaltet eine Übersicht über die verschiedenen formellen Anforderungen an die Eingaben im Zivilprozess. Einige sind allgemeiner Natur und somit auf alle Verfahrensschriften anwendbar; andere wiederum beziehen sich nur auf Eingaben in einem bestimmten Verfahren. Zweifellos erfordert eine solche Übersicht nicht eine ausführliche Kommentierung, dennoch scheint es an dieser Stelle angebracht ein paar Punkte aufzugreifen, die umgekehrt mit Sicherheit für Gesprächsstoff sorgen werden.

I. Darstellung der Tatsachenbehauptungen im ordentlichen Verfahren

Art. 221 Abs. 1 lit. d und e ZPO halten fest, dass die Klage die Tatsachenbehauptungen beinhalten muss, wobei besonders darauf hingewiesen wird, dass zu den behaupteten Tatsachen die einzelnen Beweismittel bezeichnet werden müssen. Gewisse Autoren und Praktiker – aus historischen Gründen vor allem im Kanton Waadt – schliessen daraus, dass nunmehr jede Tatsache einzeln mit den dazugehörigen Beweisanträgen vorzutragen ist.

Gemäss der hier vertretenen Ansicht kann eine Sachverhaltsschilderung indes durchaus mehrere Tatsachen zusammenfassen, sofern diese klar strukturiert ist und darin jeweils auf die den behaupteten Tatsachen entsprechenden Beweismittel Bezug genommen wird. Lediglich eine unstrukturierte oder übermässig komprimierte Sachverhaltsdarstellung, die eine Zuordnung der einzelnen Beweismittel zu den behaupteten Tatsachen verunmöglicht, sollte eine Rückweisung der Klage zur Nachbesserung im Sinne von Art. 132 ZPO rechtfertigen. Demnach erscheint hier die praktische Handhabe, also die Praktikabilität der Eingabe als ausschlaggebendes Kriterium, weshalb sich der Verfasser einer Verfahrensschriften jeweils folgende

* Übersetzung Übersicht und Tabelle: Ramon Mabillard, Dr. iur., LL.M., RA und Notar, ass. Professor an der Universität Freiburg i.Ue.

Kontrollfragen stellen muss: Kann die Gegenpartei aufgrund der Darstellung der Klage Stellung zur Sache nehmen und kann der Richter auf deren Grundlage die nötige Instruktion vornehmen? Können diese Fragen bejaht werden, entspricht die Eingabe den Anforderungen von Art. 221 Abs. 1 lit. d ZPO. Auf keinen Fall aber müssen die Tatsachen derart dargestellt sein, dass die Zeugen diese lediglich bejahen oder verneinen können. Nichts in den Bestimmungen zum Zeugnis spricht für eine solche Auslegung: Gemäss Art. 172 ZPO befragt das Gericht die Zeugen lediglich über ihre «Wahrnehmung zur Sache».

II. Unterschied zwischen «Klage» und «Gesuch»

Die Zivilprozessordnung sieht vor, dass die Eingabe, mit der eine Partei gegen eine andere Partei um einen Entscheid zu ihren Gunsten ersucht, als Klage (*demande*) oder Gesuch (*requête*) bezeichnet werden kann. Dabei handelt es sich nicht um eine wissenschaftlich begründete Terminologie. Gemäss Doktrin handelt es sich bei einer Klage um eine Eingabe, durch die der Richter zwecks Beurteilung der Ansprüche einer Partei angerufen wird; das Gesuch stellt dabei (neben der Ladung, Klageschrift oder der Zustellungsurkunde) nur eine der Formen dar, in der eine so bestimmte Klage verfasst werden kann. Die Zivilprozessordnung scheint dagegen lediglich davon auszugehen, dass ein Gesuch einfach bzw. einfacher als eine Klage im ordentlichen Verfahren verfasst werden kann. Dementsprechend wird die Eingabe im ordentlichen und vereinfachten Verfahren als Klage und die Eingabe im Schlichtungs-, Summar- sowie einvernehmlichen Scheidungsverfahren als Gesuch bezeichnet (vgl. Art. 62 Abs. 1 ZPO).

III. Das Gesuch im summarischen Verfahren

Gemäss der hier vertretenen Ansicht ist die analoge Anwendung von Art. 221 ZPO auf das Gesuch im summarischen Verfahren ausgeschlossen. Zwar sind Art. 252 ZPO keine Einzelheiten zur Gestaltung des Gesuches zu entnehmen, doch ist die Anwendung der Regeln zum ordentlichen Verfahren (Art. 219 ff. ZPO) bereits aufgrund des Begriffs «Gesuch» auszuschliessen. Dies wird im Übrigen auch durch das BAJ bestätigt, das dem Rechtsschutz in klaren Fällen – der gemäss Art. 248 lit. b ZPO ebenfalls dem summarischen Verfahren folgt – gemäss den publizierten Formularen dasselbe Verständnis zugrunde legt. Demnach genügt eine einfach gehaltene Eingabe, welche die Identität der Parteien – gegebenenfalls diejenige der Parteivertreter –, ihre Adressen, die Rechtsbegehren und die Unterschrift sowie die Beilagen (Vollmacht, Beweisurkunden) enthält.

Schlichtungsverfahren	Ordentliches Verfahren	Vereinfachtes Verfahren	Summarisches Verfahren	Scheidungsverfahren auf gemeinsames Begehren	Scheidungsverfahren auf Klage
Allgemeine Bestimmungen	129 bis 141				
Besondere Bestimmungen	197 bis 212	219 bis 242	243 bis 247	285 bis 289	290 bis 293
Form der Eingaben im allgemeinen	Die Eingaben werden dem Gericht in Papierform oder elektronisch übermittelt (spezielle Voraussetzungen für die elektronische Übermittlung, 130 I und II). Sie müssen in beiden Fällen unterschrieben werden (130 I). Mündliche Eingabe ist in gewissen Fällen möglich (202 I; 244 I; 252 II).				
Anzahl Exemplare	Jeweils ein Exemplar der Eingaben und der Urkunden, welche in Papierform existieren, werden dem Gericht und jeder Gegenpartei zugestellt (131).				
Verfahrenssprache	Das Verfahren wird in der Amtssprache des für die Beurteilung zuständigen Kantons geführt. Die Kantone, welche mehrere Amtssprachen kennen, regeln deren Gebrauch im Verfahren (129).				
Formmängel, unleserliche, ungebührliche, unverständliche oder weitschweifige Eingaben	Formmängel bestehen, wenn die Eingabe ihre Doppelfunktion der Identifikation (von wem stammt die Eingabe, an wen richtet sie sich, auf welcher Grundlage beruht sie und worin besteht sie?) und der Praktikabilität (erfüllt sie ihre Funktion; kann man sie beantworten?) nicht erfüllt. Das Gericht setzt eine Frist zur Nachbesserung (132 I und II). Andernfalls wird auf die Eingabe nicht eingetreten.				
Rechtsmissbräuchliche oder querulatorische Eingaben	Sie werden dem Absender zurückgeschickt (132 III). Die Eingaben werden aus dem Recht gewiesen.				
Einhaltung der Frist	Mit Übergabe der Eingabe an die Gerichtskanzlei; an die Schweizerische Post, an eine schweizerische diplomatische oder konsularische Vertretung (143 I); Spezialbestimmung bei elektronischer Übermittlung: Bestätigung durch das der offiziellen elektronischen Gerichtsadresse entsprechenden Informatiksystems, spätestens am letzten Tag der Eingabefrist (143 II).				
Mündliche Eingabe (Erklärung zu Protokoll) bei Gericht möglich?	Ja (202 I)	Nein	Ja (244 I)	Nein	Nein
Begründung der Rechtshängigkeit (Normalfall, 62 I)	Schlichtungsgesuch (197 und 202)	Schlichtungsgesuch (197 und 202)	Schlichtungsgesuch (197 und 202)	Gemeinsames Scheidungsbegehren (274 und 285)	Scheidungsklage (274 und 290)
Begründung der Rechtshängigkeit (Ausnahmen, 198)	–	Begründung der Rechtshängigkeit durch die Klage (220)	Begründung der Rechtshängigkeit durch die Klage (244 I)	Kein Schlichtungsverfahren (198 c)	Kein Schlichtungsverfahren (198 c)

Inhalt der Eingabe	Schlichtungsverfahren	Ordentliches Verfahren	Vereinfachtes Verfahren	Summarisches Verfahren	Scheidungsverfahren auf gemeinsames Begehren	Scheidungsverfahren auf Klage
	<p>202 II Die Form ist einfach. Ein Brief mit folgendem Inhalt ist genügend.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bezeichnung der Parteien («der Gegenpartei» gemäss unpräzisem Wortlaut und falls vorhanden deren Vertretung (204 II–IV; 221 I, durch Verweis von 219) • Rechtsbegehren • Streitgegenstand 	<p>221 I Der Kläger kann sich darauf beschränken, alle Tatsachen vorzubringen, auf welche er sich beruft. Eine rechtliche Argumentation wird nicht verlangt. Die Tatsachenbehauptungen müssen korrekt formuliert und die Beweise müssen für jede Tatsachenbehauptung vorgebracht werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bezeichnung der Parteien und falls vorhanden deren Vertretung • Rechtsbegehren • Angabe des Streitwertes • Tatsachenbehauptungen • Angabe der Beweismittel für jede Tatsachenbehauptung • Datum und Unterschrift • fakultative rechtliche Begründung (221 III) 	<p>244 I Die Eingabe kann in einfacher Form verfasst werden. Tatsachenbehauptungen mit Erwähnung der entsprechenden Beweise sind nicht erforderlich. Eine Beschreibung des Streitgegenstandes genügt. Eine rechtliche Begründung ist nicht erforderlich.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bezeichnung der Parteien und falls vorhanden deren Vertretung (221 I, durch Verweis von 219) • Rechtsbegehren • Bezeichnung des Streitgegenstandes • falls notwendig, Angabe des Streitwertes • Datum und Unterschrift • fakultative rechtliche Begründung (244 II) 	<p>252 Die Form ist einfach. Ein Brief, der summarisch den Streitgegenstand und die Rechtsbegehren des Gesuchstellers aufführt ist genügend (umstritten; gewisse Autoren wenden 221 auf Grund des Verweises von 219 an; unseres Erachtens ist ein Gesuch keine Klage).</p> <ul style="list-style-type: none"> • fakultative rechtliche Begründung (221 III, durch Verweis von 219) 	<p>285 (umfassende Einigung)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Namen und Adressen der Ehegatten und falls vorhanden Bezeichnung der jeweiligen Vertretung • gemeinsames Scheidungsbegehren • vollständige Vereinbarung über die Scheidungsfolgen (mit den in 282 erwähnten Inhaltsselementen) • gemeinsame Anträge hinsichtlich der Kinder • Datum und Unterschriften • fakultative rechtliche Begründung (221 III, durch Verweis von 219) <p>286 I und II (Teileinigung)</p> <ul style="list-style-type: none"> • bei Teileinigung wird zusätzlich zum vorgenannten Inhalt ein Antrag für die Regelung der Scheidungsfolgen verlangt, über die keine Einigung besteht (jeder Gatte kann begründete Anträge stellen) 	<p>290</p> <ul style="list-style-type: none"> • Namen und Adressen der Ehegatten und falls vorhanden Bezeichnung der jeweiligen Vertretung • Rechtsbegehren auf Ehescheidung sowie Bezeichnung des Scheidungsgrundes (114 oder 115 CC) • Rechtsbegehren hinsichtlich der vermögensrechtlichen Scheidungsfolgen • Rechtsbegehren hinsichtlich der Kinder • Datum und Unterschriften • fakultative schriftliche Begründung (Tatsachen auf welche sich die Klagepartei beruft, 290 ab initio) • fakultative rechtliche Begründung (221 III, durch Verweis von 219)

<p>Notwendige Beilagen</p>	<p>Schlichtungsverfahren</p> <p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> • falls Parteivertretung vorhanden, deren Vollmacht <p>203 II</p> <ul style="list-style-type: none"> • die Behörde berücksichtigt die von den Parteien eingebrachten Urkunden 	<p>Ordentliches Verfahren</p> <p>221 II</p> <ul style="list-style-type: none"> • falls Parteivertretung vorhanden, deren Vollmacht • je nachdem, Klagebewilligung oder Erklärung auf Verzicht des Schlichtungsverfahrens • verfügbare Urkunden, welche als Beweismittel dienen sollen • Verzeichnis der angeführten Beweismittel 	<p>Vereinfachtes Verfahren</p> <p>244 III</p> <ul style="list-style-type: none"> • falls Parteivertretung vorhanden, deren Vollmacht • je nachdem, Klagebewilligung oder Erklärung auf Verzicht des Schlichtungsverfahrens • allfällige verfügbare Urkunden, welche als Beweismittel dienen sollen 	<p>Summarisches Verfahren</p> <p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> • falls Parteivertretung vorhanden, deren Vollmacht <p>254 I, gemäss Verweis 219</p> <ul style="list-style-type: none"> • verfügbare Urkunden, welche als Beweismittel dienen sollen 	<p>Scheidungsverfahren auf gemeinsames Begehren</p> <p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> • falls Parteivertretung vorhanden, deren Vollmacht <p>285 und 286</p> <ul style="list-style-type: none"> • erforderliche Belege <p>221 II, gemäss Verweis 219</p> <ul style="list-style-type: none"> • Verzeichnis der angeführten Beweismittel 	<p>Scheidungsverfahren auf Klage</p> <p>68 III</p> <ul style="list-style-type: none"> • falls Parteivertretung vorhanden, deren Vollmacht <p>290</p> <ul style="list-style-type: none"> • erforderliche Belege <p>221 II, gemäss Verweis 219</p> <ul style="list-style-type: none"> • Verzeichnis der angeführten Beweismittel
-----------------------------------	--	--	---	--	--	---